

COMMISSION DES FINANCES ET  
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN  
EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 17 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 17 NOVEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 06 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

**01** Question de M. Ben Weyts au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'index de corruption de Transparency International" (n° 606)

**01.01** Ben Weyts (N-VA): La Belgique se classe en 22<sup>e</sup> position et avec le même mauvais score que l'an dernier dans le dernier classement en matière de corruption établi par Transparency International. L'absence de réglementation relative aux "informateurs", surtout, constitue toujours un écueil et les enquêtes administratives du Comité Supérieur de Contrôle doivent aussi être réinstaurées.

Dans le passé, j'ai déjà posé à plusieurs reprises des questions concernant ce piètre résultat mais, nonobstant la pléthore de responsables politiques qui s'occupaient de corruption, nous n'avons pas encore avancé d'un pouce en matière de politique d'intégrité. Nous disposons seulement d'une circulaire sur la Déontologie et d'un manuel sur les Conflits d'intérêt, mais une réglementation relative aux informateurs n'est toujours pas à l'ordre du jour. Pourquoi a-t-elle été liquidée? Quelles autres mesures le gouvernement a-t-il prises depuis le dernier rapport de Transparency International, en novembre 2009?

**01.02** Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La Belgique a peut-être perdu quelques places au classement de Transparency International mais nous obtenons tout de même un score de 7,1 sur 10, soit le même score qu'en 2009.

Pour ce qui est de la lutte anticorruption, je me limiterai aux initiatives pour lesquelles je suis compétent en ma qualité de ministre responsable de la politique en matière d'intégrité dans la fonction publique fédérale. Il va sans dire que la lutte anticorruption est menée dans d'autres domaines également. Au demeurant, l'État fédéral n'est pas le seul à mener ce combat. Les Communautés, les Régions et le secteur privé le mènent également.

Le 21 juin a paru une circulaire obligeant les personnes qui jouent un rôle actif dans les marchés publics à faire une double déclaration sur l'honneur concernant le conflit d'intérêts.

L'arrêté royal du 22 septembre 2009 régit les pouvoirs d'une autorité lorsqu'il est constaté qu'il y a conflit d'intérêts dans le cadre d'un marché public. Sur le site du SPF Budget et Contrôle de la Gestion a été publié un Manuel relatif à la gestion des conflits d'intérêts dans la fonction publique administrative fédérale belge. Le but visé est de permettre aux fonctionnaires de s'auto-évaluer concernant un éventuel conflit d'intérêts.

Au printemps 2010, une proposition relative à un système de signalement des infractions à l'intégrité a été examinée au sein de ma cellule stratégique. C'est ce qu'on a appelé la réglementation concernant la dénonciation des irrégularités. La chute du gouvernement en avril 2010 a toutefois eu pour conséquence une suspension de la concertation préparatoire. Cette proposition sera représentée au secrétaire d'État compétent pour la politique en matière d'intégrité du prochain gouvernement.

En collaboration avec l'Institut de criminologie de Louvain, le Bureau fédéral d'éthique et de déontologie administratives mène actuellement une étude scientifique dont la finalité est de cartographier l'intégrité de la fonction publique administrative fédérale. La politique en matière d'intégrité sera adaptée sur la base des conclusions de cette étude dont les résultats devraient être rendus publics au printemps 2011.

Sur le terrain, différentes formations sont en outre dispensées, comme la collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises et le protocole de coopération avec la Coopération Technique Belge.

**01.03 Ben Weyts** (N-VA): Je me réjouis que des initiatives aient été prises en ce qui concerne les déclarations sur l'honneur. L'arrêté royal relatif aux marchés publics est sans nul doute une bonne initiative également. Reste, évidemment, le constat que sous l'actuel gouvernement, notre pays a en fait régressé par rapport au reste du peloton européen. En outre, il est dommage que la réglementation concernant la dénonciation d'irrégularités n'ait pas abouti. Nous espérons que le prochain gouvernement prendra le taureau par les cornes.

*L'incident est clos.*

**02 Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'avis de la Cour des comptes sur les recettes illégales dans le budget 2009" (n° 694)**

**02.01 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Les 115 millions d'euros ont d'abord été transférés des comptes de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC) à la Caisse de Dépôts et Consignations, avant de l'être au Trésor et enregistrés en recettes dans le budget 2009.

Pouvez-vous nous expliquer le processus de décision et les avis juridiques qui ont validé la deuxième décision de transfert vers le Trésor? Pouvez-vous nous confirmer les conséquences budgétaires de la décision prise par le gouvernement, mercredi dernier, de reverser cette somme à l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation? Mon interprétation est-elle correcte, lorsque je dis que cette mesure aggrave le déficit global de 115 millions d'euros? Quelles sont vos pistes pour améliorer ce dispositif?

**02.02 Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en français*): Le Conseil des ministres du 23 octobre 2008 a décidé de transférer les 115 millions de l'OCSC vers la Caisse des Dépôts et Consignations, comme le prévoit l'article 11 de la loi organique sur l'OCSC.

Il s'agissait de mettre à l'abri des montants à propos desquels l'OCSC n'a toujours pas de comptabilité et qui se trouvaient sur les comptes d'une institution bancaire qui n'est plus légalement habilitée, en vertu de la législation sur les marchés publics. Cette mesure de saine gestion devait également permettre d'intégrer dans les comptes de l'État un montant que, au vu des statistiques sur les confiscations et restitutions, il n'était pas nécessaire de maintenir sur les comptes de l'OCSC.

La décision du Conseil des ministres a été exécutée en décembre 2009. Au cours des mois qui ont suivi, l'OCSC n'a rencontré aucun problème de liquidités pour faire face aux décisions judiciaires de restitution.

Les fonds demeurent disponibles pour des remboursements éventuels.

Les évolutions récentes au sein de l'OCSC ont confirmé que la décision de transférer ces montants relevait d'une gestion prudente des fonds à gérer par l'État.

Ces 115 millions n'ont pas servi à embellir les comptes de l'État de 2009, étant donné que le montant en question n'a pas été pris en compte dans les comptes officiels établis par l'Institut des Comptes Nationaux. Ils ne le seront qu'à partir du moment où une décision définitive sera prise.

Le transfert effectué en décembre 2009 relève des compétences du ministre des Finances. Lors de sa dernière réunion, le Conseil des ministres a décidé de retourner les 115 millions à la Caisse des Dépôts et

Consignations, même si d'un point de vue budgétaire, cela ne change rien.

Avec la Caisse des Dépôts et Consignations et la Trésorerie, on reste dans le périmètre de l'État, dont le budget doit être considéré comme un tout. Même transférés de l'OCSC au Trésor, ils n'ont pas été comptabilisés pour l'État étant donné qu'ils n'ont pas été acceptés comme une recette par l'Institut des Comptes Nationaux. Au cas improbable où l'OCSC ne pourrait faire face aux décisions de restitution, la Caisse des Dépôts et Consignations ou la Trésorerie seraient là pour suppléer.

Il est étonnant de constater qu'un mécanisme appliqué chaque année pour l'ensemble des contribuables n'est pas considéré comme suffisamment sûr. Chaque année, l'État enregistre dans ses comptes les recettes provenant du précompte professionnel perçu sur les revenus de tous les travailleurs belges; un an plus tard, l'État rembourse les contribuables qui ont trop versé. Faudrait-il donner à celui dont le bien a fait l'objet d'une saisie davantage de garanties qu'au contribuable qui a payé ses impôts?

**02.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ayant posé la question à quatre membres différents du gouvernement, j'ai obtenu, à chaque fois, des éléments de nuance qui ne sont pas anodins. Si vos collègues s'accordent sur le bien-fondé de l'opération de transfert de 115 millions sur les comptes d'une institution bancaire privée n'ayant pas fait l'objet d'un marché public, par contre, l'objectif, visant à intégrer ces sommes dans le budget de l'État est nié par certains de vos collègues. Le ministre de la Justice se disait opposé à cette opération, estimant que cet argent avait été transféré à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le fonctionnaire dirigeant de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation a été licencié pour faute grave. Comment est tenue la comptabilité de cet organe? Quelle institution bancaire s'occupe-t-elle de la gestion et à partir de quel moment l'État peut-il estimer que ces montants peuvent constituer une recette nette? Au sein du gouvernement, il n'y a pas d'accord à ce sujet.

Dès 2008, j'avais interpellé M. Devlies qui m'avait répondu que la situation était prise en main, mais je constate qu'elle ne l'est pas du tout.

**02.04 Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en français*): Où sont les divergences entre les membres du gouvernement? Personne ne contestera la décision prise par le ministre de la Justice de mettre cette personne de côté.

La Caisse des Dépôts et Consignations se situe dans le périmètre consolidé de l'État.

Cela dit, on va devoir trouver une solution à plus long terme sur la question de savoir comment on fonctionne avec l'OCSC. Une décision assez lourde a été prise, visant à mettre les magistrats de côté.

Il faudra trouver un mécanisme garantissant que l'argent qui doit être restitué le soit effectivement, mais aussi gérer au mieux cet argent.

**02.05 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Je vous invite, monsieur le ministre, à procéder à une lecture comparée des rapports. En effet, les explications du ministre de la Justice sont très différentes.

Ce qui m'intéresse c'est que, dans le futur, on puisse trouver des mécanismes de gestion plus clairs et qui fassent l'objet d'un plus grand consensus au sein du gouvernement.

La **présidente**: Nous nous consacrerons donc à l'examen des différentes réponses.

*L'incident est clos.*

**03 Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la communication des audits**

**élaborés par l'Inspection des Finances" (n° 782)**

**03.01 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Au-delà de ses missions préventives de contrôle *ex ante* des décisions budgétaires du gouvernement, l'Inspection des Finances réalise, à la demande, des audits. Contrairement à ceux de la Cour des comptes, ils ne sont pas systématiquement communiqués.

L'Inspection des Finances avait réalisé récemment, à votre demande, des audits sur l'évolution des effectifs du personnel entre services logistiques et opérationnels, sur le paiement tardif des factures par l'État et les frais de logement des différentes administrations.

Êtes-vous favorable à une communication systématique et complète des audits de l'Inspection des Finances? Pouvez-vous me les transmettre ou au moins m'en communiquer les principales conclusions?

**03.02 Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en français*): Les audits de l'Inspection des Finances concernant les fonds européens sont destinés à la Commission européenne.

Les audits auxquels vous faites référence sont plutôt des enquêtes et analyses de performances, exécutées à la demande du secrétaire d'État au Budget ou du commissaire de gouvernement Guido De Padt, et qui participent des travaux préalables. Tant qu'elles ne sont pas l'objet d'une décision concrète, elles peuvent être modifiées ou complétées. Une publication systématique n'est pas indiquée.

L'enquête de personnel de l'État fédéral cadrait avec l'étude de 2007 de l'OCDE sur la politique de personnel en 1995-2005. Il s'agissait d'obtenir une vue globale en distinguant entre services logistiques et opérationnels. Les conclusions étaient que le nombre des membres du personnel augmente en pourcentage plus vite pour les services logistiques que pour l'ensemble des services.

Cette étude a fait l'objet d'un débat au Conseil des ministres du 12 juin 2009 sur l'évolution du nombre de fonctionnaires et des crédits de personnels. Cela a mené au développement d'un monitoring du nombre de fonctionnaires et à une restriction budgétaire des enveloppes de personnels. Je vous renvoie aux chiffres et aux données du SPF P&O.

L'enquête sur le paiement des factures dans les délais a été menée par l'Inspection des Finances avec le SPF Budget, à la demande du commissaire du gouvernement Guido De Padt et a abouti à onze recommandations. L'objectif est d'élaborer des directives pour les administrations et de soumettre celles-ci au Conseil des ministres et/ou au ministre du Budget. Ces recommandations n'ont pas encore été approuvées – nous attendons le nouveau gouvernement – et je vous les communiquerai dès qu'elles l'auront été.

Le rapport sur les frais de logement visait à indiquer les mesures d'économies possibles, de dégager des *benchmarks*, de localiser les immeubles et les réductions de frais les plus importants. Cette étude portait sur les 107 bâtiments du SPF Finances et a fait l'objet de plusieurs recommandations; il faut prendre des mesures pour augmenter le coefficient d'occupation de certains bâtiments importants. Les parkings sont, par contre, trop nombreux. En matière de nettoyage, des économies devraient être possibles. Les consommations d'électricité doivent aussi être réduites. Quant aux frais immobiliers globaux, des efforts d'économie doivent cibler les bâtiments les plus coûteux du Royaume. Avec la Régie des Bâtiments, nous comptons étendre cette étude aux autres Services publics de l'État fédéral.

**03.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Je regrette que ces documents ne soient pas rendus publics car ils sont fort intéressants, surtout les deux derniers, dont l'un analyse les causes des retards de paiement de l'État fédéral et mentionne la suppression du principe de l'ancre, et l'autre examine les frais de logement et effectue le lien avec la gestion de la Régie des Bâtiments.

Ces documents sont utiles à un travail parlementaire de suivi des mesures prises par le gouvernement. J'espère que nous en disposerons et que ces mesures suivront. J'y serai attentif.

*Président: Guy Coëme.*

*L'incident est clos.*

**04 Question de Mme Muriel Gerkens au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le BOZAR" (n° 852)**

**04.01 Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen!): Ce 18 octobre, le Rideau de Bruxelles, abrité par le BOZAR, a déclaré qu'il devait déménager vu l'impossibilité de fonctionner en accord avec cette institution fédérale. Il y aurait des problèmes d'occupation des salles, des problèmes logistiques mais aussi des projets culturels et commerciaux incompatibles.

Tout d'abord, le BOZAR ne dépend pas de la Recherche scientifique mais de la Chancellerie du premier ministre. Pouvez-vous m'expliquer cette particularité?

Son contrat de gestion prévoit que 75 % du budget soit consacré aux activités culturelles et 25 % à des activités commerciales. Cette proportion est-elle respectée? Quelles sont les précautions prises pour éviter qu'il ne vise que la dimension commerciale? Il prévoit aussi de respecter les liens avec les associations "historiques" présentes au BOZAR et le Rideau est traité aujourd'hui comme un partenaire parmi les trois cents autres. Or, il devrait jouir d'un lien privilégié. Pouvez-vous faire le point sur les principaux partenaires francophones et néerlandophones du BOZAR?

**04.02 Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en français*): La raison à la base de la décision de placer l'Orchestre national de Belgique, le Théâtre Royal de la Monnaie et le Palais des Beaux-Arts sous tutelle du premier ministre repose sur les missions particulières de ces trois institutions. Elle trouvent le fondement de leur existence dans l'article 129, § 2, de la Constitution, alors que les établissements scientifiques fédéraux trouvent le leur dans l'article 107, alinéa 2.

Le contrat de gestion du Palais des Beaux-Arts énonce que "la société veille à ce que la programmation culturelle comprenne au minimum 75 % de l'utilisation du palais". Les recettes des activités commerciales ne sont destinées qu'à soutenir la production artistique et la gestion du bâtiment. Les deux circuits d'exposition et la salle Henry Le Bœuf sont quasi exclusivement réservés aux activités culturelles. Il arrive qu'une activité culturelle serve de support à des événements commerciaux, ce qui contribue à son succès et à son financement. La conception du bâtiment permet d'y tenir plusieurs activités ensemble.

En 2009, on a compté 5 950 jours d'activités publiques pour une centaine d'événements commerciaux, ce qui donne 98 % d'activités culturelles publiques.

La loi organique du 7 mai 1999 prévoit la possibilité pour le palais de conclure des contrats à long terme avec des sociétés, groupements, associations ou institutions qui peuvent contribuer à réaliser ses objectifs. Outre le Rideau, seule la Cinémathèque royale de Belgique a conclu un tel contrat. Mais des collaborations existent avec d'autres partenaires, comme Europalia ou le Concours musical Reine Elisabeth, parmi une multitude d'autres.

L'article 10 de son contrat de gestion prévoit une programmation pluridisciplinaire et intégrée qui contribue au rayonnement européen et international de la Belgique, des Communautés et de la Région de Bruxelles-Capitale. Le Palais maintient en permanence des contacts, notamment avec la Communauté française, pour programmer des événements culturels de qualité. La consultation de ses rapports annuels vous en donneront une vision plus complète.

*L'incident est clos.*

*La discussion des questions est suspendue de 14 h 43 à 15 h 55.*

**05 Question de Mme Gwendolyn Rutten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le traitement plus rapide des déclarations à l'impôt" (n° 233)**

**05.01 Gwendolyn Rutten** (Open Vld): Avec deux millions de Belges qui ont déjà reçu leur avertissement-extrait de rôle, le SPF Finances s'appête à battre un record en 2010. Félicitations. Le secrétaire d'État peut-il confirmer la rapidité du traitement des dossiers? Subsiste-t-il une marge de progression? Car dans un certain nombre d'autres États membres européens, les délais sont en effet encore plus courts, ce qui est une bonne chose pour le pouvoir d'achat des citoyens et pour la sécurité juridique.

**05.02 Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les déclarations à l'impôt des personnes physiques sont en effet traitées plus rapidement. Fin octobre 2010, environ 2,5 millions de notes de calcul ont été envoyées, soit un demi-million de plus que l'an passé. Ce succès est dû à un nombre croissant de documents introduits par la voie électronique et à l'informatisation du département. Pour accélérer encore le traitement, de nombreux facteurs entrent en jeu, comme la stabilité de la législation fiscale ou encore des restrictions matérielles comme la capacité de l'imprimerie.

Il n'est par ailleurs pas toujours possible de faire coïncider dans tous les cas le précompte professionnel retenu avec l'impôt finalement dû. Les autres éléments qui déterminent le revenu total net n'ont pas d'incidence sur le montant du précompte professionnel mais bien sur le calcul de l'impôt des personnes physiques.

Le précompte professionnel est par ailleurs versé par l'employeur du contribuable et une éventuelle adaptation contraindrait dès lors les contribuables à communiquer des données personnelles. C'est également pour cette raison que le caractère forfaitaire du précompte professionnel se justifie. En France, les ménages reçoivent leur déclaration d'impôts dès le mois de mars mais le système du précompte n'existe pas dans ce pays. Il ne suffit pas de prendre la date en considération, c'est de l'ensemble du système fiscal qu'il faut tenir compte.

**05.03 Gwendolyn Rutten** (Open Vld): Le traitement sera-t-il encore plus rapide si la stabilité du système est mieux assurée?

**05.04 Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il est difficile de déterminer à l'avance le nombre d'utilisateurs de tax-on-web. Cette année, ils étaient près de 3 millions et leur nombre augmente chaque année. On a même observé une augmentation de 20 % cette année.

*L'incident est clos.*

**06 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le crédit d'impôt pour les revenus situés sous le montant minimum imposable" (n° 836)**

**06.01 Hendrik Bogaert** (CD&V): Dans un communiqué de presse daté du 1<sup>er</sup> septembre 2009, la direction générale Statistique et Information économique du SPF Économie déclarait que le revenu total net imposable avait augmenté de 5 % entre 2005 et 2006 dans la Région de Bruxelles-Capitale, contre une hausse de 4,4 % en Wallonie et en Flandre. Cette différence s'expliquerait par une augmentation de 36,6 % à Molenbeek-Saint-Jean, à Schaerbeek et à Bruxelles. Cette hausse serait elle-même attribuable à un accroissement du nombre de déclarations fiscales enregistrées dans ces communes.

De nombreux citoyens résidant dans ces communes ont introduit une déclaration durant l'exercice d'imposition 2007 alors qu'ils ne l'avaient pas fait pendant l'exercice d'imposition précédent. Selon le SPF Économie, ces personnes perçoivent une allocation de chômage. L'augmentation serait un indicateur de la notoriété croissante du crédit d'impôt pour enfants à charge. En effet, les personnes qui ne paient pas d'impôts et ont par exemple trois enfants à charge reçoivent environ 1 000 euros du fisc.

Combien de déclarations portant sur des revenus nuls ou inférieurs au montant minimum imposable sont introduites annuellement depuis l'instauration du crédit d'impôt pour enfants à charge? Le secrétaire d'État est-il en mesure de répartir ces données par Région? Quel était le montant du crédit d'impôt alloué par Région, par type d'allocation et par motif d'octroi de ce crédit d'impôt?

Combien a-t-on effectué de contrôles fiscaux classiques et combien de contrôles ont été réalisés par des centres de contrôle? En réponse à une question parlementaire du 30 avril 2009, le ministre a déclaré que le SPF Finances ne pouvait établir de statistiques distinctes pour les demandeurs d'asile: cela sera-t-il possible à l'avenir?

**06.02 Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Pour une bonne compréhension, je vous transmets un tableau pour les années 2002-2008, ventilé par Région et par catégorie. L'année 2009 n'y figure pas encore.

Le tableau indique que pour l'exercice d'imposition 2003, le nombre de dossiers enrôlés a fortement augmenté. Depuis l'instauration du crédit d'impôt pour enfants à charge et pour les bas revenus d'activités, l'administration a systématiquement procédé à l'enrôlement de contribuables non imposables pour lesquels aucune imposition n'était effectuée par le passé. Par ailleurs, fin 2007, l'administration a obtenu l'accès au registre d'attente des personnes réfugiées et des formulaires de déclaration sont donc également envoyés automatiquement aux contribuables qui figurent dans ce registre d'attente.

Le crédit d'impôt octroyé pour enfants à charge a considérablement augmenté depuis son instauration. Cette augmentation résulte notamment de la réduction d'impôt continue et de l'instauration de la déduction pour habitation propre et unique. Par ailleurs, la déduction des frais de garde d'enfants a été accrue et, depuis l'exercice d'imposition 2009, le montant de base de la quotité du revenu exemptée d'impôt a été relevé pour les faibles revenus.

Plus les revenus nets imposables du ménage sont bas, plus il y a de chances qu'une partie des suppléments pour enfants à charge ne puisse être appliquée et puisse être transformée en crédits d'impôt remboursables.

Le remplacement partiel du crédit d'impôt par un bonus à l'emploi explique la diminution drastique des cas de crédit d'impôt et des montants versés entre les exercices d'imposition 2004 et 2005.

Pour les exercices 2008 et 2009, les chiffres sont ventilés selon que le revenu imposable globalement du ménage fiscal était ou non de zéro euro. Pour les exercices d'imposition 2003 à 2007, cette répartition n'est pas disponible.

Pour l'exercice 2009, seulement 13 % du crédit d'impôt octroyé pour enfants à charge concernent des ménages ayant un revenu imposable globalement équivalent à 0 euro. Ce pourcentage représente 21 millions d'euros sur un crédit d'impôt total pour enfants à charge de 160 millions d'euros. Pour l'exercice 2008, il s'agissait de 12 %. Ces chiffres sont néanmoins provisoires à ce jour: pour ces exercices d'imposition, le délai d'imposition de trois ans est toujours en cours.

De nombreux contribuables perçoivent différents types de revenus professionnels pour une même année de revenus, et une répartition des crédits d'impôt octroyés par type de revenu n'est donc pas possible. Je transmets à la commission un aperçu de toutes les données disponibles pour les exercices 2003 à 2009.

Comme je l'ai déjà dit en réponse à la question n° 467 de Mme Almaci, une inscription au registre national constitue une présomption légale d'assujettissement à l'impôt des personnes physiques en Belgique. C'est pourquoi l'administration ne fait pas de distinction entre les réfugiés qui sont inscrits dans le registre d'attente et les contribuables inscrits dans le registre national.

*(Des copies sont distribuées)*

**06.03 Hendrik Bogaert** (CD&V): D'une part, on supprime les bonus à l'emploi et, de l'autre, on met en place – je pense inconsciemment – des bonus pour ne pas travailler. Voilà qui ne me paraît pas s'inscrire dans une politique d'emploi moderne.

*L'incident est clos.*

**07 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'assurance soins de santé obligatoire pour les malades chroniques et les personnes handicapées" (n° 857)**

**07.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V):** Du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2011, toute personne handicapée ou malade chronique âgée de moins de 65 ans a droit à une assurance soins de santé. L'assureur peut exclure de la couverture les frais liés à la maladie ou au handicap et la prime doit être identique à celle que paie une personne en bonne santé.

Pour le 1<sup>er</sup> janvier 2011 au plus tard, l'obligation doit faire l'objet d'une évaluation par le Centre d'expertise, Assuralia et les associations de patients. Si les résultats de cette évaluation démontrent qu'il existe toujours une demande suffisante pour bénéficier de cette mesure, une prorogation devra être demandée par arrêté royal pour le 1<sup>er</sup> juillet 2011 au plus tard.

Dispose-t-on déjà de résultats provisoires? Comment l'évaluation doit-elle exactement être réalisée? À partir de quand peut-on dire que la demande est "suffisante"? Les organisations qui doivent procéder à l'évaluation sont-elles informées de leur tâche? Le calendrier pourra-t-il être respecté?

**07.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*):** À ma demande, l'administration a écrit aux différentes parties pour leur rappeler les obligations et délais légaux relatifs à l'évaluation.

Nous ne disposons pas de résultats provisoires. L'évaluation n'a pas encore été entamée. Les parties peuvent définir elles-mêmes leurs critères d'évaluation et ce qu'elles entendent par "demande suffisante". Le prochain gouvernement décidera ce qu'il convient de faire si aucune évaluation n'est réalisée dans les délais impartis.

**07.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V):** Les instances évaluatrices ignorent donc comment elles doivent remplir leur tâche et doivent même définir elles-mêmes leur propre méthode. Voilà qui est particulièrement regrettable.

*L'incident est clos.*

**08 Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les manipulations présumées du cours de l'action de la BNB" (n° 879)**

**08.01 Jan Jambon (N-VA):** La CBFA a-t-elle réalisé une enquête approfondie sur la supposée manipulation des cours de bourse de l'action de la Banque Nationale? Le ministre en connaît-il les résultats? La commission dispose-t-elle assurément de toutes les informations nécessaires sur ces transactions boursières? Pourquoi la banque refuse-t-elle de transmettre ces données aux actionnaires et au parquet?

Le 4 novembre, une plainte avec constitution de partie civile a été déposée pour la manipulation des cours de bourse de l'action de la Banque Nationale. Les ministres responsables clament haut et fort que le gouvernement n'a pas agi avec ses actions Banque Nationale de Belgique. Qu'entendent-ils exactement par là? Un ministre a-t-il donné l'ordre d'emprunter une partie des actions de la Banque Nationale? De telles transactions ont-elles été conclues à l'initiative de fonctionnaires sous la responsabilité du ministre?

L'administration de la Trésorerie a conclu des accords avec ICAP Securities. Des transactions de quelque nature que ce soit ont-elles été conclues par l'administration par ce biais?

Comment le gouvernement vérifie-t-il si la participation de l'État belge a éventuellement pu être utilisée abusivement par d'autres acteurs du marché?

**08.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*):** La CBFA a en effet reçu une plainte concernant

une manipulation du cours relatif à l'action BNB, plainte qu'elle a examinée très attentivement. La plainte a toutefois été classée sans suite par manque d'indices précis. La CBFA travaille toujours en étroite collaboration avec la justice et a dans le cadre de cette enquête judiciaire transmis une copie de son dossier. Le porte-parole du procureur du Roi a également confirmé que l'information a été transmise, que la plainte a été classée sans suite en l'absence de faits probants et que la CBFA a accordé son entière collaboration au parquet. Tels sont les faits.

Je puis également encore confirmer qu'aucune opération d'achat ou de vente n'a été réalisée pour le compte de l'État et qu'aucun ordre n'a été donné pour le prêt des parts de l'État dans la BNB. L'administration générale de la Trésorerie, qui est chargée en Belgique de la gestion de la dette, n'a procédé à aucune opération concernant ces actions.

L'ICAP est l'une des trois plates-formes électroniques sur lesquelles les *primary dealers* peuvent effectuer des opérations. Il s'agit exclusivement d'opérations en obligations, et non pas en actions. Les participations de l'État dans la Banque Nationale sont inscrites dans le registre des actionnaires, de sorte que les abus sont improbables.

**08.03 Jan Jambon (N-VA):** Le secrétaire d'État n'a toutefois pas confirmé qu'il n'y a pas eu de transactions autres que des opérations d'achat ou de vente.

**08.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (en néerlandais):** Pas à ma connaissance.

*L'incident est clos.*

**09 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la prolongation du délai pour le dépôt de la déclaration de revenus par le biais de Tax-on-web jusqu'au 8 novembre 2010 pour les mandataires publics" (n° 881)**

**09.01 Peter Luykx (N-VA):** Le 29 octobre, le SPF Finances a annoncé que le délai de déclaration par le biais de Tax-on-web était prolongé du 31 octobre au 8 novembre pour les mandataires. Des imprécisions subsistent toutefois. Le délai court-il jusqu'au 8 novembre inclus? Pourquoi cette décision a-t-elle été communiquée si tardivement? Les contribuables qui ont introduit leur déclaration après le 8 novembre seront-ils pénalisés?

**09.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (en néerlandais):** Pour être dans le délai, il fallait introduire sa déclaration avant le 8 novembre à minuit.

Le nouveau délai n'a été communiqué que le vendredi 29 octobre parce que la décision a été prise le matin, lors de la réunion du comité de direction du SPF Finances.

Aucun problème technique particulier n'est survenu. Entre le 25 et le 31 octobre, 242 626 déclarations électroniques ont été introduites. La réglementation en vigueur s'appliquera évidemment aux déclarations tardives.

**09.03 Peter Luykx (N-VA):** J'ignore la fréquence à laquelle le comité de direction se réunit mais il eût été plus habile de prendre cette décision une semaine plus tôt.

*L'incident est clos.*

**10 Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'hébergement du parquet d'Audenarde" (n° 919)**

**10.01 Stefaan Vercamer (CD&V):** Le parquet d'Audenarde était manifestement confronté à un manque de place et il s'est donc mis en quête d'un hébergement temporaire de substitution. La Régie des Bâtiments était en négociations pour louer la tour de bureaux de Samsonite mais il semblerait que ces négociations aient pris fin brutalement. Quelle en est la raison? Où en est-on aujourd'hui? Existe-t-il d'autres solutions susceptibles de pouvoir résoudre ce problème?

**10.02 Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le parquet d'Audenarde aurait dû être hébergé temporairement dans la tour de bureaux de Samsonite. Les négociations étaient bouclées. Il ne restait plus au Conseil des ministres qu'à approuver la proposition concernant cette location mais juste avant, Samsonite a décidé de ne plus mettre son immeuble en location et d'en faire usage elle-même en raison de la reprise économique. Cette décision serait irrévocable.

Pour le moment, en attendant une extension du palais de justice, il n'existe pas de solution de rechange pour l'hébergement d'une partie des services justice. Une étude de marché sera réalisée puis une offre éventuelle sera examinée en concertation avec le SPF Justice.

*L'incident est clos.*

**11 Questions jointes de**

- **M. Theo Francken à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la propagande rouge anti-N-VA menée par la FGTB dans les bâtiments du Service Public Fédéral Finances" (n° 936)**

- **M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la propagande rouge anti-N-VA menée par la FGTB dans les bâtiments du Service Public Fédéral Finances" (n° 937)**

**11.01 Theo Francken** (N-VA): La semaine dernière, un informateur anonyme, agent du SPF Finances, m'a contacté pour me prévenir de l'organisation d'une campagne de dénigrement de la FGTB flamande ciblant exclusivement la N-VA, campagne consistant à dépeindre les adhérents de la N-VA comme des nationalistes obtus, des tricheurs et des menteurs. Or ces affiches sont apposées sur les portes de l'un des plus grands services publics de notre pays devant lequel des centaines de nos concitoyens passent chaque jour. Nous n'avons aucun moyen de riposter.

Qu'en pense le ministre? Est-il selon lui tolérable qu'un service public neutre se livre ostensiblement à une telle propagande politique? Sera-t-il remédié à cette situation? Des excuses seront-elles présentées? La N-VA aura-t-elle un droit de réponse au même endroit?

**11.02 Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Mon administration vient de me faire savoir qu'elle a décidé de retirer cette affiche. Cette dernière n'avait pas été placée à un endroit officiellement réservé aux communications émanant du Service Public Fédéral Finances, mais bien sur un tableau d'affichage que nous ne contrôlons pas, à savoir celui des organisations syndicales. Tout en respectant la liberté d'expression de chacun, j'estime qu'il est malvenu d'afficher dans un bâtiment public des documents stigmatisant un parti politique. Nous avons dès lors immédiatement réagi.

**11.03 Theo Francken** (N-VA): Cette affiche a été retirée du tableau, et je suppose qu'elle n'y reviendra plus. J'aurais voulu bénéficier d'un droit de réponse, mais j'imagine qu'il n'en sera rien. Les tableaux d'affichage syndicaux présents dans d'autres bâtiments publics fédéraux comportant probablement encore ce genre de torchons, je voudrais que Mme Vervotte envoie un communiqué demandant de retirer l'intégralité de ces affiches. Les syndicats ne peuvent-ils pas afficher n'importe quel message sur ces tableaux. Un fonctionnaire du SPF Finances doit préalablement marquer son accord.

*L'incident est clos.*

**12 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le financement du Fonds des calamités" (n° 947)**

**12.01 Peter Luykx** (N-VA): Les inondations de ces derniers jours ont causé d'importants dommages dans l'ensemble du pays. L'assurance incendie inclut une cotisation pour les dommages subis en cas d'inondations. Le Fonds des calamités peut par ailleurs venir en aide aux personnes bénéficiaires du revenu d'intégration ou qui ne sont pas assurées.

Les inondations seront probablement bientôt reconnues comme calamité par le département de l'Intérieur. Pour ce qui est des dommages causés par la grêle en juillet 2009, Mme Turtelboom a indiqué que la procédure est longue et compliquée et qu'une intervention du Fonds des calamités n'est pas une évidence.

Selon M. Wathélet, la situation financière du Fonds des calamités ne serait guère brillante. Il avait l'intention de se concerter à ce sujet avec M. Reynders.

Une concertation a-t-elle déjà eu lieu à propos de la reconnaissance des récentes inondations comme calamité? Quel montant pourrait être libéré par le gouvernement fédéral? Qu'en est-il de la capacité financière du Fonds des calamités? Une concertation a-t-elle déjà eu lieu en vue d'une amélioration du financement du Fonds? Quelles conclusions et recommandations en ont découlé?

Le nombre de catastrophes naturelles a augmenté au cours des dernières années. Comment le gouvernement réagit-il face à cette situation?

**12.02** **Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): M. Luyckx devrait poser certaines de ces questions à la ministre de l'Intérieur.

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006, les assureurs sont obligés d'inclure également les catastrophes naturelles, telles que les inondations, dans la couverture de l'assurance incendie. La loi précise quel type de dommage est indemnisé au minimum. En ce qui concerne les dommages subis par les citoyens, la Caisse Nationale des Calamités n'intervient plus que lorsque la limite de remboursement des assureurs est atteinte, pour des biens qui ne sont pas assurables et lorsqu'une personne peut démontrer qu'elle n'est pas en mesure de contracter une assurance incendie. Un assureur peut également refuser une couverture si plus de 18 mois se sont écoulés entre la construction de la maison et la classification de la zone concernée comme zone à haut risque d'inondation.

La Caisse nationale disposait encore au 31 octobre 2010 de 14 millions d'euros pour effectuer des paiements. Une concertation a été organisée en février dernier, à mon initiative, entre les représentants du département de l'Intérieur, les administrations concernées et l'inspecteur des Finances, afin d'examiner la situation de la caisse.

Différentes interventions peuvent être menées pour éviter un déficit de la Caisse nationale. Un crédit budgétaire éventuel pourrait être transféré à l'année suivante. Les recettes de la Caisse peuvent aussi être augmentées systématiquement.

La situation est nettement plus subtile qu'un simple sous-financement. Il est impossible d'estimer à l'avance les dépenses de la Caisse puisque les calamités sont imprévisibles. De plus, certaines catastrophes ne concernent que des risques assurés ou des risques agricoles que l'État indemnise à 100 %. De même, il est impossible de prévoir valablement les dépenses à cause de la durée variable de la procédure.

Il serait pertinent de procéder à une évaluation objective des critères de reconnaissance des calamités. La décision en la matière ressortit toutefois à la compétence exclusive du ministre de l'Intérieur. Les critères météorologiques et financiers actuels pour la reconnaissance comme calamités publiques sont définis dans une circulaire adoptée par le Conseil des ministres en 2006. Le rôle du Conseil des ministres consiste donc à établir si les critères fixés sont remplis.

**12.03** **Peter Luyckx** (N-VA): Je sais naturellement que la décision concernant cette reconnaissance doit être prise au sein du SPF Intérieur. Je souhaitais savoir si une concertation avait déjà eu lieu à ce sujet. Il existe un certain nombre de cas pour lesquels le Fonds des calamités doit effectivement intervenir. Je présume que l'on envisage d'augmenter ce fonds. Le gouvernement en affaires courantes pourrait-il modifier la situation à court terme si cela s'avérait nécessaire?

**12.04** **Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Nous devons pour l'heure attendre que le dossier de la calamité précédente arrive sur la table du gouvernement et que les dommages soient évalués. La question des moyens du fonds sera ensuite à nouveau posée au groupe de travail et de nouvelles mesures devront le cas échéant être prises. Le fonds devra peut-être intervenir. Nous ne disposons pas encore d'une évaluation des dommages et compte tenu de l'importance de la catastrophe cela pourrait encore prendre un certain temps.

*L'incident est clos.*

**13 Questions jointes de**

- **M. Peter Logghe** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déduction fiscale de l'épargne-pension" (n° 960)
- **M. Jan Jambon** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déductibilité fiscale de l'épargne-pension et de l'épargne à long terme" (n° 981)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les statistiques disponibles en matière de déduction fiscale liée aux deuxième et troisième piliers de pension" (n° 995)

**13.01 Peter Logghe** (VB): Pour garantir le paiement de la pension légale, le ministre des Pensions avait proposé de réduire la déduction fiscale pour l'épargne-pension pour renforcer ainsi avec l'argent économisé le premier pilier.

Que pensent les autres membres du gouvernement de cette proposition? A-t-elle déjà été discutée en Conseil des ministres? Les citoyens qui pratiquent l'épargne-pension pourraient-ils porter plainte contre les pouvoirs publics pour rupture de contrat, si le plan du ministre Daerden devait être mis en œuvre?

**13.02 Jan Jambon** (N-VA): La solution proposée par M. Daerden ouvre le débat de la sécurité juridique des contrats ainsi que celui de l'ampleur et de l'opportunité d'une telle décision. S'il va de soi que cette matière dépasse le cadre d'un gouvernement en affaires courantes, je suppose toutefois que cette idée n'a pas été lancée à la légère.

Dans quelle mesure l'administration a-t-elle déjà préparé cette piste? Quel est le montant total de l'avantage fiscal généré par l'épargne-pension au cours des cinq dernières années? Combien de contribuables ont bénéficié de cet avantage fiscal durant cette période?

**13.03 Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La fiscalité relève de la compétence de M. Reynders. Le gouvernement ne peut pas discuter de ce type de mesures en période d'affaires courantes. Mon administration n'a préparé aucune modification en ce sens de la déduction fiscale dans le cadre du troisième pilier. La réduction d'impôt pour l'épargne-pension est réglée par la loi. Le législateur peut évidemment la modifier.

Le troisième pilier des pensions englobe les régimes d'épargne-pension individuelle accessibles à tous les citoyens qui le désirent. L'épargne à long terme pour les contrats d'assurance-vie individuels concerne pour la période 2005-2008 pratiquement 1,5 million de contribuables et représente un montant de primes de 920 à 950 millions d'euros. Le coût budgétaire de la réduction d'impôt se situe entre 200 et 220 millions d'euros. L'épargne-pension concernait en 2005 1,7 million et en 2009 même 2,24 millions de contribuables. Je vous fournirai encore un aperçu plus complet pour les exercices d'imposition 2005 à 2009.

Il s'agit d'un montant de 1 milliard en 2005 et de 1,6 milliard en 2009. Les coûts budgétaires de la réduction d'impôts sont estimés à 304 millions en 2005 et à tout juste moins de 500 millions en 2009.

**13.04 Peter Logghe** (VB): Je note que ce gouvernement ne prépare aucun changement, que le secrétaire d'État tient la sécurité juridique pour importante et qu'il s'agit de 1,6 milliard. Ce n'est pas rien. Je ne doute pas que la déduction pour épargne-pension ne sera pas réduite.

*L'incident est clos.*

Le **président** Mme Veerle Wouters et M. Georges Gilkinet demandent le report de leurs questions n° 986 et 992. Mme Sabien Lahaye-Battheu n'ayant pas donné de nouvelles, sa question n° 985 est retirée.

*La réunion publique est levée à 17 h 04.*

De vergadering wordt geopend om 14.06 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

**01 Vraag van de heer Ben Weyts aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de corruptie-index van Transparency International" (nr. 606)**

**01.01 Ben Weyts (N-VA):** Volgens het meest recente corruptieklassement van Transparency International staat België dit jaar op de 22<sup>ste</sup> plaats, met dezelfde slechte score als vorig jaar. Vooral de afwezigheid van een regeling met betrekking tot de klokkenluiders vormt nog altijd een struikelblok en ook de administratieve onderzoeken van het Hoog Comité van Toezicht moeten opnieuw worden ingevoerd.

Ik heb vroeger al herhaaldelijk vragen gesteld over deze slechte score, maar niettegenstaande de overvloed aan politieke verantwoordelijken die zich op de een of andere manier bezighielden met corruptie, staan wij nog niets verder in het integriteitsbeleid. Er is enkel een rondzendbrief Deontologie en een handleiding Belangenconflicten, van de beloofde klokkenluidersregeling is er echter nog geen sprake. Waardoor is die regeling gesneuveld? Welke andere maatregelen heeft de regering genomen sinds het laatste rapport van Transparency International van november 2009?

**01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands):** België mag dan enkele plaatsen hebben verloren in het klassement van Transparency International, toch halen we nog steeds een score van 7,1 op 10, hetzelfde dus als in 2009.

Inzake de strijd tegen de corruptie, beperk ik mij tot de initiatieven die verband houden met mijn bevoegdheid voor het integriteitsbeleid in het federale openbare ambt. Het spreekt vanzelf dat er ook op andere domeinen strijd wordt gevoerd tegen de corruptie. Die strijd is trouwens niet alleen een verantwoordelijkheid van de federale overheid, maar eveneens van de Gemeenschappen, de Gewesten en de privésector.

Op 21 juni verscheen een rondzendbrief betreffende de verplichting tot dubbele verklaring op erewoord over belangenvermenging voor personen die een actieve rol spelen bij overheidsopdrachten.

Het KB van 22 september 2009 regelt de bevoegdheden van een overheid wanneer wordt vastgesteld dat er bij een overheidsopdracht sprake is van belangenvermenging. Op de website van de FOD Budget en Beheerscontrole verscheen een handleiding voor het omgaan met belangenvermenging in het administratief openbaar ambt. Het gaat erom ambtenaren in staat te stellen zichzelf te evalueren omtrent eventuele belangenvermenging.

In het voorjaar van 2010 werd in mijn beleidscel een voorstel besproken over een meldingssysteem voor integriteitsschending, de zogenaamde klokkenluidersregeling. De val van de regering in april 2010 heeft het voorbereidend overleg echter opgeschort. Het voorstel zal in de volgende regering opnieuw worden voorgelegd aan de staatssecretaris bevoegd voor het federale integriteitsbeleid.

In samenwerking met het Leuvens Instituut voor Criminologie voert het Bureau voor Ambtelijke Ethiek en Deontologie momenteel een wetenschappelijk onderzoek om de integriteit van het federaal administratief openbaar ambt in beeld te brengen. Het integriteitsbeleid zal aangepast worden op basis van de bevindingen van dit onderzoek. De resultaten worden verwacht tegen het voorjaar van 2011.

Op het terrein worden ook verschillende opleidingen verzorgd, zoals de samenwerking met de Administratie van Douane en Accijnzen en het samenwerkingsprotocol met de Belgische Technische Coöperatie.

**01.03 Ben Weyts (N-VA):** Het is goed dat er initiatieven zijn genomen betreffende verklaringen op erewoord. Het KB met betrekking tot overheidsopdrachten is ook zeker een goed initiatief. Blijft natuurlijk de vaststelling dat ons land onder deze regering eigenlijk achteruit is gegaan ten opzichte van de rest van het Europese peloton. Het is verder jammer dat de klokkenluidersregeling gestrand is. We hopen dat de volgende regering de koe bij de horens zal vatten.

*Het incident is gesloten.*

**02 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het advies van het Rekenhof met betrekking tot de onwettige ontvangsten in de begroting 2009" (nr. 694)**

**02.01 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Het bedrag van 115 miljoen euro werd eerst van de rekeningen van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) naar de Deposito- en Consignatiekas en vervolgens naar de Schatkist overgeboekt, en werd in de begroting van 2009 als inkomsten ingeschreven.

Kan u toelichting geven bij de besluitvorming en de juridische adviezen waarop de tweede beslissing – om het bedrag aan de Schatkist over te dragen – is gestoeld? Kan u de budgettaire gevolgen bevestigen van de beslissing die de regering vorige woensdag heeft genomen om die som aan het COIV terug te storten? Is mijn interpretatie correct als ik zeg dat die maatregel het globale tekort met 115 miljoen euro verzwakt? Welke maatregelen zal u nemen teneinde een en ander bij te sturen?

**02.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet** (*Frans*): De ministerraad van 23 oktober 2008 besliste om de 115 miljoen van het COIV naar de Deposito- en Consignatiekas over te hevelen, overeenkomstig artikel 11 van de organieke wet betreffende het COIV.

De bedragen waarvoor het COIV nog altijd geen boekhouding voert en die op de rekeningen van een bankinstelling stonden die krachtens de wetgeving op de overheidsopdrachten niet langer wettelijk gemachtigd was, moesten veiliggesteld worden. Die maatregel van gezond beheer moest het tegelijkertijd mogelijk maken een bedrag in de staatsrekeningen op te nemen dat, met het oog op de statistieken inzake de inbeslagnemingen en restituties, niet op de rekeningen van het COIV moest blijven staan.

De beslissing van de ministerraad werd in december 2009 uitgevoerd. In de loop van de daarop volgende maanden ondervond het COIV geen enkel liquiditeitsprobleem om gevolg te geven aan de gerechtelijke restitutiebeslissingen.

De fondsen blijven beschikbaar voor eventuele terugbetalingen.

De recente ontwikkelingen binnen het COIV hebben bevestigd dat de overheveling van die bedragen getuigde van een voorzichtig beheer van fondsen die de Staat moet beheren.

Die 115 miljoen werden niet gebruikt om de staatsrekeningen 2009 op te smukken, aangezien het bedrag in kwestie niet in aanmerking werd genomen in de officiële rekeningen van het Instituut voor de Nationale Rekeningen. Dat zal pas gebeuren wanneer er een eindbeslissing wordt genomen.

De overdracht in december 2009 valt onder de bevoegdheid van de minister van Financiën. Op de laatste ministerraad werd beslist het bedrag van 115 miljoen euro terug te storten aan de Deposito- en Consignatiekas, al verandert zulks niets uit een budgettaire oogpunt.

Met de Deposito- en Consignatiekas en de Schatkist blijven we binnen het kader van de staatsfinanciën, waarvan de begroting als één geheel moet worden beschouwd. Zelfs wanneer deze middelen van het COIV naar de Schatkist werden overgeheveld, werden ze niet geboekt voor de Staat, aangezien ze niet als een ontvangst werden aanvaard door het Instituut voor de Nationale Rekeningen. In het – onwaarschijnlijke – geval dat het COIV niet in staat zou zijn om uitvoering te geven aan een beslissing om de gelden terug te geven, dan zouden de Deposito- en Consignatiekas of de Schatkist bijspringen.

Ik vind het vreemd te moeten vaststellen dat een mechanisme dat jaarlijks voor alle belastingplichtigen wordt toegepast, niet als voldoende veilig wordt beschouwd. Elk jaar neemt de Staat in zijn rekeningen immers de ontvangsten op van de bedrijfsvoorheffing die op de inkomsten van alle Belgische werknemers werd geheven; een jaar later betaalt de Staat de belastingbetalers die te veel betaalden, terug. Moeten we dan aan iemand wiens goederen in beslag werden genomen meer waarborgen bieden dan aan een belastingplichtige die zijn belastingen heeft betaald?

**02.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik heb de vraag gesteld aan vier verschillende leden van de regering, en telkens hebben ze in hun antwoord belangrijke nuancerings aangebracht. Uw collega's zijn het eens over de gegrondheid van de overdracht van 115 miljoen euro op de rekening van een private bankinstelling, zonder dat daar een overheidsopdracht voor was uitgeschreven. Bepaalde collega's ontkennen echter dat het de bedoeling was deze bedragen in de overheidsbegroting in te schrijven. De minister van Justitie verklaarde dat hij gekant was tegen deze operatie en dat hij dacht dat die som in de

Deposito- en Consignatiekas gestort was.

De leidende ambtenaar van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring werd ontslagen wegens zware fout. Hoe wordt de boekhouding van dat orgaan gevoerd? Welke bankinstelling zorgt voor het beheer? Wanneer mag de Staat oordelen dat die bedragen als een netto-ontvangst kunnen worden beschouwd? In de regering is er daarover geen eensgezindheid.

In 2008 heb ik staatssecretaris Devlies daarover ondervraagd. Hij antwoordde me dat de situatie onder controle was, maar ik stel vast dat dit helemaal niet het geval is.

**02.04** Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Waarin verschillen de regeringsleden van mening? Niemand zal de beslissing van de minister van Justitie om deze man aan de dijk te zetten, betwisten.

De Deposito- en Consignatiekas bevindt zich in de consolidatiekring van de Staat.

Dit gezegd zijnde, moeten we een oplossing op langere termijn vinden wat de werking van het COIV betreft. Er werd een tamelijk zware beslissing genomen, die tot doel heeft de magistraten erbuiten te houden.

Er moet een mechanisme worden ontwikkeld dat garandeert dat de teruggave van het geld effectief gebeurt, maar tegelijkertijd moet dat geld ook zo goed mogelijk worden beheerd.

**02.05** **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, als u de verslagen naast elkaar legt, zal u vaststellen dat de uitleg van de minister van Justitie helemaal anders is.

Ik vind het vooral belangrijk dat men in de toekomst duidelijker beheersmechanismen kan ontwikkelen, waarover meer eensgezindheid bestaat binnen de regering.

De **voorzitter**: Wij zullen ons dus over de verschillende antwoorden buigen.

*Het incident is gesloten.*

**03** **Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de publicatie van de audits van de Inspectie van Financiën" (nr. 782)**

**03.01** **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): De Inspectie van Financiën voert preventieve controles uit vóór de regering een budgettaire beslissing neemt, maar voert desgevraagd ook audits uit. In tegenstelling tot de audits van het Rekenhof wordt er over deze niet systematisch gecommuniceerd.

De Inspectie van Financiën voerde onlangs op uw verzoek audits uit over het verloop van vaste personeelsleden tussen logistieke en operationele diensten, over de laattijdige betaling van facturen door de overheid en de kosten voor het huisvesten van de verschillende administratieve diensten.

Bent u er voorstander van dat er systematisch en integraal over de audits van de Inspectie van Financiën wordt gecommuniceerd? Kunt u mij deze audits bezorgen of mij minstens de voornaamste conclusies ervan meedelen?

**03.02** Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): De audits van de Inspectie van financiën met betrekking tot de Europese fondsen zijn bestemd voor de Europese Commissie.

De audits waarnaar u verwijst, zijn veeleer performantie-onderzoeken en -analyses, die werden uitgevoerd op vraag van de staatssecretaris voor Begroting of van regeringscommissaris Guido De Padt en die deel uitmaken van de voorbereidende werkzaamheden. Zolang er geen concrete beslissing werd genomen, kunnen ze worden gewijzigd of aangevuld. Een systematische publicatie ervan is niet wenselijk.

Het onderzoek betreffende het federale overheidspersoneel sluit aan bij de OESO-studie uit 2007 over het

personeelsbeleid in de periode 1995-2005. Het was de bedoeling om tot een globaal beeld te komen, met een onderscheid tussen de logistieke en de operationele diensten. Men kwam tot het besluit dat het aantal personeelsleden procentueel sneller toeneemt voor de logistieke diensten dan voor het geheel van de diensten.

Die studie kwam aan bod tijdens een debat op de ministerraad van 12 juni 2009 over de evolutie van het aantal ambtenaren en van de personeelskredieten. In het verlengde daarvan werd een monitoring van het aantal ambtenaren op punt gesteld en werden de personeelskredieten ingekrompen. Voor het overige verwijs ik naar de cijfers en de gegevens van de FOD P&O.

Het onderzoek naar de betaling van de facturen binnen de gestelde termijnen werd uitgevoerd door de Inspectie van Financiën, op verzoek van regeringscommissaris Guido De Padt, en leidde tot elf aanbevelingen. Het doel bestaat erin richtlijnen uit te werken voor de administraties en die voor te leggen aan de ministerraad en/of de minister van Begroting. Die aanbevelingen werden nog niet goedgekeurd – we wachten op de nieuwe regering – en ik zal ze u bezorgen zodra ze goedgekeurd zijn.

In het rapport betreffende de huisvestingskosten wilde men mogelijke besparingsmaatregelen aanreiken, benchmarks bepalen, gebouwen lokaliseren en de grootste mogelijkheden voor kostenbesparingen opsporen. Die studie had betrekking op de 107 gebouwen van de FOD Financiën en bevatte verscheidene aanbevelingen; er moeten maatregelen genomen worden om de bezettingsgraad van sommige grote gebouwen te verhogen. Er zijn daarentegen te veel parkeerplaatsen. Er zou moeten kunnen worden bespaard op schoonmaakwerk. Het elektriciteitsverbruik zou ook moeten worden teruggedrongen. Voor de totale onroerende kosten moeten de besparingen gericht zijn op de duurste gebouwen van het koninkrijk. We zullen die studie, in samenwerking met de Regie der Gebouwen, uitbreiden tot de andere federale overheidsdiensten.

**03.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Het is jammer dat die documenten niet worden bekendgemaakt. Ze zijn immers zeer interessant, vooral de twee laatste. In het ene document worden de oorzaken van de betalingsachterstand van de federale overheid onderzocht en wordt de afschaffing van het ankerprincipe vermeld, in het andere document worden de huisvestingskosten onder de loep genomen en wordt er een verband gelegd met het beheer van de Regie der Gebouwen.

Die documenten zijn nuttig in het kader van de parlementaire opvolging van de regeringsmaatregelen. Ik hoop dat we over die documenten zullen kunnen beschikken en dat die maatregelen zullen volgen. Ik zal er in elk geval aandachtig op toezien dat dit gebeurt.

*Voorzitter: Guy Coëme.*

*Het incident is gesloten.*

**04 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie-en asielbeleid, over "het Paleis voor Schone Kunsten" (nr. 852)**

**04.01 Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen!): Het toneelgezelschap *Rideau de Bruxelles* maakt momenteel voor zijn voorstellingen gebruik van een auditorium van het Paleis voor Schone Kunsten (PSK). Op 18 oktober maakte een verantwoordelijke van het gezelschap bekend dat het moet verhuizen, omdat die federale instelling haar verplichtingen niet nakomt en er dus niet meer mee kan worden samengewerkt. Er zouden problemen zijn op het stuk van de zaalbezetting en de logistiek. Bovendien zouden de culturele en commerciële projecten onverenigbaar zijn met elkaar.

Het Paleis voor Schone Kunsten valt niet onder de POD Wetenschapsbeleid, maar onder de FOD Kanselarij van de eerste minister. Kan u me die vreemde situatie verklaren?

In het beheerscontract van die instelling staat dat 75 procent van het budget moet besteed worden aan culturele en 25 procent aan commerciële activiteiten. Wordt die verhouding nageleefd? Welke voorzorgsmaatregelen werden er genomen om te voorkomen dat men enkel oog zou hebben voor het commerciële aspect? Volgens het beheerscontract moeten voorts de banden met de 'historische' verenigingen die aanwezig zijn in het PSK, in acht gehouden worden. Het gezelschap *Rideau* wordt nu echter

op gelijke voet behandeld met de driehonderd andere verenigingen, terwijl het een bevoorrechte relatie zou moeten hebben met het PSK. Kan u een overzicht geven van de belangrijkste Franstalige en Nederlandstalige partners van het Paleis voor Schone Kunsten?

**04.02** Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): De beslissing om het Nationaal Orkest van België, de Koninklijke Muntscouwburg en het Paleis voor Schone Kunsten onder toezicht van de eerste minister te plaatsen, berust op de bijzondere opdrachten van die drie instellingen. Ze vinden hun bestaansgrond in artikel 129, § 2, van de Grondwet, terwijl dat voor de federale wetenschappelijke instellingen artikel 107, tweede lid, is.

Het beheerscontract van het Paleis voor Schone Kunsten bepaalt dat “de Vennootschap erop toeziet dat de culturele programmatie minimaal 75 % van de activiteiten van het Paleis uitmaakt”. De opbrengsten van de commerciële activiteiten worden uitsluitend aangewend voor de ondersteuning van de artistieke productie en het beheer van het gebouw. De twee tentoonstellingscircuits en de zaal Henry Le Boeuf worden bijna uitsluitend gebruikt voor culturele evenementen. Het gebeurt wel eens dat een culturele activiteit commerciële activiteiten ondersteunt, wat bijdraagt aan het succes en de financiering ervan. Dankzij de indeling van het gebouw kunnen er verschillende activiteiten tegelijkertijd plaatsvinden.

In 2009 werden er 5.950 dagen openbare activiteiten opgetekend voor een honderdtal commerciële evenementen, wat neerkomt op 98 procent openbare culturele activiteiten.

De wet van 7 mei 1999 houdende oprichting van het Paleis voor Schone Kunsten voorziet in de mogelijkheid voor het PSK om langetermijnovereenkomsten te sluiten met de vennootschappen, groeperingen, verenigingen en instellingen die actief deelnemen aan de verwezenlijking van het maatschappelijk doel. Naast le Rideau heeft alleen Cinematek – het Koninklijk Belgisch Filmarchief – zo een overeenkomst gesloten. Er wordt evenwel samengewerkt met andere partners, zoals Europalia of de Koningin Elizabethwedstrijd, om er maar enkele uit een hele reeks te noemen.

In artikel 10 van het beheerscontract wordt bepaald dat de programmering multidisciplinair en breed moet zijn en moet bijdragen tot de Europese en internationale uitstraling van België, van de Gemeenschappen en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het Paleis onderhoudt nauwe contacten met onder andere de Franse Gemeenschap voor zijn programmering van kwalitatief hoogstaande culturele evenementen. Als u de jaarverslagen raadpleegt, zal u hier een beter zicht op krijgen.

*Het incident is gesloten.*

*De behandeling van de vragen wordt geschorst van 14.43 uur tot 15.55 uur.*

**05** **Vraag van mevrouw Gwendolyn Rutten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de snellere afhandeling van de belastingaanslagen" (nr. 233)**

**05.01** **Gwendolyn Rutten** (Open Vld): Met twee miljoen Belgen die hun belastingafrekening al hebben ontvangen, stevent de FOD Financiën in 2010 af op een record. Mijn felicitaties daarvoor. Kan de staatssecretaris die snelle afhandeling bevestigen? Is er ruimte om dit nog te verbeteren? In een aantal andere Europese lidstaten zijn de termijnen immers nog korter, wat zowel voor de koopkracht van de burgers als voor hun rechtszekerheid een goede zaak is.

**05.02** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De aangiften in de personenbelasting worden inderdaad sneller behandeld. Eind oktober 2010 waren ongeveer 2,5 miljoen berekeningsnota's verstuurd, een half miljoen meer dan vorig jaar. Dit succes is te danken aan een groeiend aantal elektronisch ingediende documenten en de toegenomen informatisering van het departement. Een nog snellere afhandeling is afhankelijk van vele factoren, zoals een stabiele fiscale wetgeving en materiële beperkingen als de capaciteit van de drukkerij.

Het is ook niet altijd mogelijk om de ingehouden bedrijfsvoorheffing in alle gevallen overeen te doen stemmen met de uiteindelijk verschuldigde belasting. De andere elementen die het totale netto-inkomen

bepalen, hebben geen invloed op het bedrag van de bedrijfsvoorheffing, maar wel op de berekening van de personenbelasting.

De bedrijfsvoorheffing wordt bovendien betaald door de werkgever van de belastingplichtige, waardoor een eventuele aanpassing de belastingplichtigen ertoe zou verplichten om persoonlijke gegevens mee te delen. Ook hierom is het forfaitaire karakter van de bedrijfsvoorheffing verantwoord. In Frankrijk krijgen de gezinnen hun aanslagbrief al voor maart, maar daar kennen ze het systeem van de voorheffing niet. Enkel naar de datum kijken is niet genoeg, we moeten het hele fiscale systeem in beschouwing nemen.

**05.03 Gwendolyn Rutten** (Open Vld): Zal het nog sneller gaan als de stabiliteit van het systeem beter verzekerd wordt?

**05.04** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Het is niet makkelijk om het aantal gebruikers van tax-on-web op voorhand te bepalen. Dit jaar zijn het er bijna 3 miljoen en er is elk jaar een toename, dit jaar zelfs met 20 procent.

*Het incident is gesloten.*

**06 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het belastingkrediet voor inkomens onder het belastbare minimum" (nr. 836)**

**06.01 Hendrik Bogaert** (CD&V): De algemene directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie zei in een persbericht van 1 september 2009 dat het totale belastbare netto-inkomen tussen 2005 en 2006 in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met 5 procent is toegenomen en in Wallonië en Vlaanderen maar met 4,4 procent. Dit zou te verklaren zijn door de stijging met 36,6 procent in Sint-Jans-Molenbeek, Schaarbeek en Brussel. Deze laatste stijging zou dan weer toe te schrijven zijn aan een stijging van het aantal belastingaangiften in deze gemeenten.

Heel wat van de burgers uit deze gemeenten die in het aanslagjaar 2006 geen aangifte deden en in het aanslagjaar 2007 wel, ontvangen volgens de FOD Economie een werkloosheidsuitkering. De stijging zou er op wijzen dat het belastingkrediet voor kinderen ten laste beter bekend is: wie geen belastingen betaalt en bijvoorbeeld drie kinderen ten laste heeft, krijgt daardoor ongeveer 1.000 euro van de fiscus.

Hoeveel aangiften werden er jaarlijks ingediend sinds de invoering van het belastingkrediet voor kinderen ten laste, waarin de inkomsten 0 euro bedroegen of niet het belastbare minimum bereikten? Kan de minister de cijfers opsplitsen per Gewest? Wat was het bedrag van het uitgekeerde belastingkrediet per Gewest, per soort uitkering en per reden van belastingkrediet?

Hoeveel klassieke belastingcontroles vonden er plaats en hoeveel controles door controlecentra? Op een parlementaire vraag van 30 april 2009 antwoordde de minister dat de FOD Financiën geen afzonderlijke statistieken kon aanleggen voor asielzoekers: zal dit in de toekomst wel mogelijk worden?

**06.02** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Voor een goed begrip overhandig ik een tabel voor de jaren 2002-2008, onderverdeeld per Gewest en per categorie. 2009 staat er nog niet in.

Uit de tabel blijkt dat voor het aanslagjaar 2003 het aantal ingekohierde dossiers stevig is toegenomen. Sinds de invoering van het belastingkrediet voor kinderen ten laste en voor lage activiteitsinkomsten is de administratie stelselmatig overgegaan tot de inkohiering van niet-belastbare belastingplichtigen waarvoor voorheen geen aanslag werd gevestigd. Tevens verkreeg de administratie eind 2007 toegang tot het wachtregister voor vluchtelingen, waardoor nu ook automatisch aangifteformulieren worden verzonden aan belastingplichtigen die opgenomen zijn in dat wachtregister.

Het toegekende belastingkrediet voor kinderen ten laste neemt sinds de invoering flink toe. Deze groei spruit

onder meer voort uit de continue belastingverlaging en de invoering van de aftrek voor de enige eigen woning. Verder was er de verhoogde aftrek van kosten voor kinderopvang, en sinds het aanslagjaar 2009 de optrekking van het basisbedrag van de belastingvrije som voor lage inkomens.

Hoe lager de gezamenlijk belastbare netto-inkomsten, hoe hoger de kans dat een gedeelte van de toeslagen voor kinderen ten laste niet kan worden benut en kan worden omgezet in terugbetaalbare belastingkredieten.

De gedeeltelijke vervanging van dat belastingkrediet door een werkbonus verklaart de forse daling van de gevallen van belastingkrediet en de uitbetaalde bedragen tussen de aanslagjaren 2004 en 2005.

Voor de aanslagjaren 2008 en 2009 zijn de cijfers opgesplitst al naargelang het gezamenlijk belastbare inkomen van het fiscale gezin al dan niet 0 euro was. Voor de aanslagjaren 2003-2007 is deze verdeling niet voorhanden.

Voor het aanslagjaar 2009 heeft slechts 13 procent van het toegekende belastingkrediet voor kinderen ten laste betrekking op gezinnen met een gezamenlijk belastbaar inkomen gelijk aan 0 euro. Dat is goed voor 21 miljoen euro op een totaal belastingkrediet voor kinderen ten laste van 160 miljoen euro. In het aanslagjaar 2008 was dat 12 procent. Deze cijfers zijn wel nog voorlopig: voor die aanslagjaren loopt de aanslagtermijn van drie jaar nog steeds.

Heel wat belastingplichtigen ontvangen tijdens eenzelfde inkomstenjaar verschillende types van beroepsinkomsten, waardoor een opdeling van de toegekende belastingkredieten per soort inkomen niet mogelijk is. Ik overhandig de commissie een overzicht van alle beschikbare gegevens voor de aanslagjaren 2003 tot 2009.

Zoals ik al antwoordde op vraag nr. 467 van mevrouw Almaci, houdt een inschrijving in het rijksregister een wettelijk vermoeden van onderworpenheid aan de personenbelasting in België in. De administratie maakt daarom geen onderscheid tussen vluchtelingen die zijn ingeschreven in het wachtregister en de belastingplichtigen die in het rijksregister zijn ingeschreven.

*(Er worden kopieën rondgedeeld)*

**06.03 Hendrik Bogaert** (CD&V): We schaffen enerzijds werkbonussen af en installeren anderzijds – ik denk wel onbewust – bonussen om net niet te gaan werken. Dit lijkt me niet meteen te stroken met een modern arbeidsmarktbeleid.

*Het incident is gesloten.*

**07 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de verplichte ziektekostenverzekering voor chronisch zieken en personen met een handicap" (nr. 857)**

**07.01 Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Van 1 juli 2007 tot 30 juni 2011 heeft iedereen onder de 65 jaar die chronisch ziek of gehandicapt is, recht op een ziektekostenverzekering. De verzekeraar mag de kosten die verband houden met de ziekte of de handicap van de dekking uitsluiten en de premie moet hetzelfde zijn als die voor een gezond persoon.

Ten laatste op 1 januari 2011 moet de verplichting geëvalueerd worden door het Kenniscentrum, Assuralia en de patiëntenverenigingen. Als daaruit blijkt dat er nog steeds voldoende vraag is naar deze regeling, moet ten laatste voor 1 juli 2011 per KB een verlenging worden vastgelegd.

Zijn er reeds voorlopige resultaten? Hoe dient de evaluatie precies te gebeuren en hoe wordt bepaald wat 'een voldoende vraag' is? Zijn de organisaties die de evaluatie moeten maken, op de hoogte gebracht van hun taak? Zal de timing gerespecteerd worden?

**07.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt** (Nederlands): Op mijn verzoek heeft de administratie de

verschillende partijen aangeschreven om hen aan de wettelijke verplichtingen en termijnen te herinneren inzake de evaluatie.

Er zijn geen voorlopige resultaten bekend. De evaluatie werd nog niet opgestart. De partijen kunnen zelf bepalen hoe ze evalueren en wat ze moeten verstaan onder 'voldoende vraag'. De volgende regering zal beslissen wat er moet gebeuren indien er geen tijdige evaluatie zou zijn.

**07.03** **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): De evaluerende instanties weten dus niet hoe ze moeten evalueren en moeten zelf maar uitmaken hoe ze het doen. Dat is bijzonder jammer.

*Het incident is gesloten.*

**08** **Vraag van de heer Jan Jambon aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de vermeende koersmanipulatie bij de NBB" (nr. 879)**

**08.01** **Jan Jambon** (N-VA): Heeft de CBFA een grondig onderzoek gevoerd naar de vermeende beurskoersmanipulatie van het aandeel Nationale Bank? Kent de minister de resultaten daarvan? Beschikt de commissie wel over alle nodige informatie over die beustransacties? Waarom weigert de bank die gegevens te verstrekken aan aandeelhouders en parket?

Op 4 november werd een klacht met burgerlijkepartijstelling ingediend met betrekking tot de beurskoersmanipulatie in het aandeel Nationale Bank. De verantwoordelijke ministers beweren bij hoog en bij laag dat de regering niet met haar aandelen Nationale Bank van België heeft gehandeld. Wat bedoelen ze daar precies mee? Heeft een minister ooit opdracht gegeven tot het uitlenen van een gedeelte van de aandelen van de Nationale Bank? Hadden dergelijke transacties plaats op initiatief van ambtenaren onder de verantwoordelijkheid van de minister?

De administratie van de Thesaurie heeft overeenkomsten gesloten met ICAP Securities. Werden via dat kanaal door de administratie transacties van welke aard dan ook afgesloten? Hoe gaat de regering na of de participatie van de Belgische Staat misschien door andere marktpartijen kan zijn misbruikt?

**08.02** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De CBFA heeft inderdaad een klacht ontvangen over koersmanipulatie in het aandeel NBB en die klacht grondig onderzocht. De klacht werd geseponeerd bij gebrek aan aanwijzingen. De CBFA werkt steeds nauw samen met het gerecht en heeft in het kader van dit gerechtelijk onderzoek een kopie bezorgd van haar dossier. De woordvoerder van de procureur des Konings heeft ook bevestigd dat de informatie werd toegestuurd, dat de klacht werd geseponeerd bij gebrek aan bezwarende feiten en dat de CBFA ten volle haar medewerking heeft verleend aan het parket. Dit zijn de feiten.

Ik kan ook nog bevestigen dat geen enkele aan- of verkoopverrichting werd uitgevoerd voor rekening van de Staat en dat geen enkele opdracht werd gegeven om de aandelen van de Staat in de NBB uit te lenen. De algemene administratie van de Thesaurie, die belast is met het Belgische schuldbeheer, heeft ook geen enkele verrichting uitgevoerd met betrekking tot deze aandelen.

ICAP is een van de drie elektronische platformen waarop de *primary dealers* verrichtingen uitvoeren. Het gaat uitsluitend over verrichtingen in obligaties, niet in aandelen. De participaties van de Staat in de Nationale Bank zijn ingeschreven in het register van aandeelhouders, zodat een misbruik onwaarschijnlijk is.

**08.03** **Jan Jambon** (N-VA): De staatssecretaris heeft echter niet bevestigd dat er geen enkele transactie van een andere aard werd uitgevoerd dan aankoop- of verkoopverrichtingen.

**08.04** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Bij mijn weten niet.

*Het incident is gesloten.*

**09** **Vraag van de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele**

**Hervormingen over "de verlenging van de aangiftetermijn via Tax-on-web voor mandatarissen tot 8 november 2010" (nr. 881)**

**09.01 Peter Luykx** (N-VA): Op 29 oktober kondigde de FOD Financiën aan dat de aangiftetermijn via Tax-on-web voor mandatarissen werd verlengd van 31 oktober tot 8 november. Er blijven echter enkele onduidelijkheden. Betekent "tot 8 november" "tot en met 8 november"? Waarom werd de beslissing zo laat meegedeeld? Wordt wie zijn aangifte na 8 november heeft ingediend, beboet?

**09.02** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Aangiften die op 8 november voor middernacht werden ingediend, zijn op tijd.

De verlenging werd pas meegedeeld op vrijdag 29 oktober, omdat de beslissing pas diezelfde ochtend was genomen op de vergadering van het directiecomité van de FOD Financiën.

Er deden zich geen specifieke technische problemen voor. Tussen 25 en 31 oktober werden er 242.626 elektronische aangiften ingediend. Op laattijdige aangiften is uiteraard de vigerende wetgeving van toepassing.

**09.03 Peter Luykx** (N-VA): Ik ken de vergaderfrequentie van het directiecomité niet, maar het was handiger geweest als de beslissing een weekje eerder was gevallen.

*Het incident is gesloten.*

**10 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de huisvesting van het parket van Oudenaarde" (nr. 919)**

**10.01 Stefaan Vercamer** (CD&V): Blijkbaar heeft het parket van Oudenaarde plaatsgebrek en was het op zoek naar een tijdelijke alternatieve huisvesting. De Regie der Gebouwen was in onderhandeling om de kantoorstoren van Samsonite te huren, maar die onderhandelingen zouden afgesprongen zijn. Waaraan is dat te wijten? Wat is de stand van zaken? Zijn er alternatieven om het probleem op te lossen?

**10.02** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Het parket van Oudenaarde zou in de kantoorstoren van Samsonite tijdelijk gehuisvest worden. De onderhandelingen waren afgerond. De ministerraad moest enkel het huurvoorstel nog goedkeuren. Net daarvoor besliste Samsonite echter om het gebouw niet langer te huur aan te bieden, maar zelf in gebruik te nemen vanwege de aantrekkende economie. Die beslissing zou definitief zijn.

Momenteel is er geen alternatief voor het huisvesten van een deel van de justitiediensten in afwachting van een uitbreiding van het gerechtshuis. De vastgoedmarkt zal worden bevroegd, waarna een eventueel aanbod in overleg met de FOD Justitie zal worden onderzocht.

*Het incident is gesloten.*

**11 Samengevoegde vragen van**

- de heer Theo Francken aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de rode anti-N-VA propaganda van het ABVV in de gebouwen van de Federale Overheidsdienst Financiën" (nr. 936)

- de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de rode anti-N-VA propaganda van het ABVV in de gebouwen van de Federale Overheidsdienst Financiën" (nr. 937)

**11.01 Theo Francken** (N-VA): Vorige week kreeg ik een anonieme tip van iemand op de FOD Financiën. Het betrof een campagne van het ABVV die uitsluitend tegen de N-VA is gericht, waarin wij enge nationalist, bedriegers en leugenaars worden genoemd. Die affiches hangen ad valvas uit in een van de grootste overheidsdiensten van ons land, waar dagelijks honderden mensen passeren. Wij hebben geen mogelijkheid om te repliceren.

Wat vindt de minister hiervan? Moet het kunnen dat er expliciete politieke propaganda uithangt op een zogezegd neutrale overheidsdienst? Zal deze situatie rechtgezet worden? Komt er een verontschuldiging? Krijgt de N-VA een recht van antwoord op dezelfde plaats?

**11.02** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Mijn administratie heeft mij zopas gemeld dat zij heeft beslist de affiche te verwijderen. De affiche was niet aangeplakt op een officiële communicatieplaats van de Federale Overheidsdienst Financiën, maar op een aanplakplaats van de vakbonden die wij niet beheren. Hoewel ik de vrijheid van meningsuiting respecteer, vind ik het ongepast dat er in een overheidsgebouw documenten worden opgehangen die uitdrukkelijk een politieke partij aan de kaak stellen. Wij hebben dus onmiddellijk gereageerd.

**11.03** **Theo Francken** (N-VA): De affiche is dus verwijderd en ik neem aan dat ze verwijderd zal blijven. Ik had graag een recht van antwoord gehad, maar dat zal er niet inzitten. Waarschijnlijk zijn er nog federale overheidsgebouwen waar syndicale uithangborden ad valvas zijn en waar dergelijke vuilspuiterij hangt. Daarom zou ik willen vragen dat mevrouw Vervotte een communiqué rondstuurt, zodat alle affiches kunnen worden verwijderd. Blijkbaar mag op die plaats niet zomaar alles worden opgehangen door de syndicaten. Er is een ambtenaar van de FOD Financiën die eerst zijn goedkeuring moet geven.

*Het incident is gesloten.*

**12 Vraag van de heer Peter Luyckx aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de financiering van het Rampenfonds" (nr. 947)**

**12.01** **Peter Luyckx** (N-VA): De wateroverlast van de afgelopen dagen heeft in het hele land een spoor van vernieling achtergelaten. De brandverzekering voorziet in een bijdrage voor de schade die geleden wordt bij overstromingen en wateroverlast. Er bestaat ook een Rampenfonds voor mensen met een leefloon en voor mensen die niet verzekerd zijn.

Binnenkort zal op het ministerie van Binnenlandse Zaken de ramp wellicht erkend worden. Over de hagelschade van juli 2009 zei mevrouw Turtelboom dat de procedure lang en ingewikkeld is en dat een bijdrage van het Rampenfonds geen evidentie is. De financiële toestand van het Rampenfonds zou allesbehalve rooskleurig zijn volgens de heer Wathelet. Hij wou dat aanpakken via een overleg met minister Reynders.

Was er al overleg over de erkenning van de wateroverlast als ramp? Welk bedrag kan de federale regering vrijmaken? Over welke financiële slagkracht beschikt het Rampenfonds? Is er al overlegd over een betere financiering van dat fonds? Welke conclusies en aanbevelingen kwamen daaruit voort?

Het aantal natuurrampen is in de voorbije jaren toegenomen. Hoe gaat de regering daarmee om?

**12.02** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Een paar van deze vragen moet de heer Luyckx stellen aan de minister van Binnenlandse Zaken.

Sinds 1 maart 2006 zijn de verzekeraars verplicht om in de dekking van de brandverzekering ook natuurrampen als overstromingen op te nemen. De wet verduidelijkt welke schade dan minimaal wordt vergoed. Voor de schade bij burgers komt de Nationale Kas voor Rampenschade alleen nog tussenbeide als de grens van tegemoetkoming voor de verzekeraars is bereikt, voor goederen die niet verzekerd zijn en wanneer een persoon kan bewijzen dat hij zich financieel niet kan verzekeren tegen brand. Een verzekeraar mag ook een dekking weigeren als er meer dan achttien maanden zijn verlopen tussen de bouw van het huis en de classificatie van de betrokken zone als zone met groot overstromingsgevaar.

De Nationale Kas beschikte op 31 oktober 2010 nog over 14 miljoen euro om uitbetalingen te verrichten. Op mijn initiatief was er in februari een overleg tussen vertegenwoordigers van Binnenlandse Zaken, de betrokken administraties en de inspecteur van Financiën om de situatie van kas te onderzoeken.

Om te vermijden dat de Nationale Kas tekorten vertoont zijn verschillende ingrepen mogelijk. Men zou een eventueel begrotingskrediet naar het daaropvolgende jaar kunnen overdragen. Ook kunnen de ontvangsten van de kas stelselmatig worden verhoogd.

De situatie is veel genuanceerder dan een pure onderfinanciering. Wij kunnen de uitgaven van de kas niet op voorhand inschatten, rampen zijn immers onvoorspelbaar. Bovendien hebben sommige rampen enkel betrekking op verzekerde risico's of op landbouwriscico's die de Staat 100 procent vergoedt. Ook de variabele duur van de procedure maakt een betrouwbare voorspelling van de uitgaven onmogelijk.

Een objectieve evaluatie van de erkenningscriteria van een ramp zou relevant zijn. De beslissing over een erkenning valt echter onder de exclusieve bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken. De huidige meteorologische en financiële criteria voor de erkenning van algemene rampen zijn in een door de ministerraad goedgekeurde circulaire van 2006 vastgelegd. De rol van de ministerraad is dus toegespitst op het vaststellen of aan de vastgelegde criteria is voldaan.

**12.03 Peter Luykx** (N-VA): Ik weet uiteraard dat binnen Binnenlandse Zaken over die erkenning moet worden beslist. Ik wilde weten of er hierover al is overlegd. Er is een aantal gevallen waarbij het Rampenfonds wel tussenbeide moet komen. Ik neem aan dat men nadenkt over een verhoging van dat fonds. Kan deze regering van lopende zaken op korte termijn de toestand wijzigen indien dat nodig blijkt?

**12.04** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Momenteel moeten wij wachten tot het dossier van de voorbije ramp op de tafel van de regering ligt en tot de schade geschat is. Daarna zal de vraag over de middelen van het fonds opnieuw worden gesteld aan de werkgroep en zullen er misschien nieuwe maatregelen moeten worden genomen. Het is mogelijk dat het fonds zal moeten tussenkomen. Nu is er echter nog geen schatting en gezien de omvang van de ramp kan dat nog even duren.

*Het incident is gesloten.*

### **13** **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Peter Logghe** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de fiscale aftrek van het pensioensparen" (nr. 960)
- de heer **Jan Jambon** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de fiscale aftrek van pensioen- en langetermijnsparen" (nr. 981)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de beschikbare statistieken inzake de belastingaftrek voor de bijdragen in het kader van de tweede en de derde pensioenpijler" (nr. 995)

**13.01 Peter Logghe** (VB): Om de wettelijke pensioenen betaalbaar te houden, stelde de minister van Pensioenen voor om te knippen in de fiscale aftrek voor pensioensparen en met het uitgespaarde geld de wettelijke pensioenen te versterken.

Wordt dit idee gedragen door alle regeringspartners? Werd het al besproken op de ministerraad? Kunnen burgers die aan pensioensparen doen de overheid aanklagen wegens contractbreuk, mocht het plan van minister Daerden worden uitgevoerd?

**13.02 Jan Jambon** (N-VA): De stelling van minister Daerden opent het debat over de rechtszekerheid van de contracten en tevens het debat over de grootteorde en de opportuniteit van een dergelijke beslissing. Dit is uiteraard geen materie voor een regering van lopende zaken. Ik ga er echter van uit dat het idee ook niet zomaar een losse flodder is.

In hoeverre heeft de administratie dit al voorbereid? Hoe groot was de afgelopen vijf jaar het totale fiscale voordeel door pensioensparen? Hoeveel belastingplichtigen eisten in die periode een dergelijk fiscaal voordeel op?

**13.03** Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De fiscaliteit is een bevoegdheid van minister Reynders. De regering kan dergelijke maatregelen niet bespreken in een periode van lopende zaken. Mijn administratie heeft geen enkele wijziging van de fiscale aftrek inzake de derde pijler in die zin voorbereid. De belastingvermindering voor pensioensparen wordt geregeld bij wet. De wetgever kan die natuurlijk wel wijzigen.

De derde pensioenpijler omvat de stelsels van individuele pensioenspaarvormen die voor elk individu op eigen initiatief toegankelijk zijn. Het langetermijnsparen voor individuele levensverzekeringscontracten gaat voor de periode 2005-2008 om bijna 1,5 miljoen belastingplichtigen en 920 à 950 miljoen euro aan premies. De budgettaire kostprijs van de belastingvermindering bedraagt 200 à 220 miljoen euro. Bij het pensioensparen ging het in 2005 om 1,7 miljoen en in 2009 zelfs om 2,24 miljoen belastingplichtigen. Ik zal nog een overzicht bezorgen voor de aanslagjaren 2005 tot 2009.

Het gaat om een bedrag van 1 miljard in 2005 en 1,6 miljard in 2009. De budgettaire kosten van de belastingvermindering worden geschat op 304 miljoen in 2005 en net onder 500 miljoen in 2009.

**13.04** **Peter Logghe** (VB): Ik neem er nota van dat deze regering geen wijziging voorbereidt, dat voor de staatssecretaris de rechtszekerheid belangrijk is en dat het gaat om 1,6 miljard. Dat is niet weinig. Ik heb er alle vertrouwen in dat de beperking van de fiscale aftrek van pensioensparen er niet komt.

*Het incident is gesloten.*

De **voorzitter**: Mevrouw Veerle Wouters en de heer Georges Gilkinet vragen om hun vragen nr. 986 en nr. 992 uit te stellen. Aangezien we geen nieuws hebben van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, wordt haar vraag nr. 985 ingetrokken.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.04 uur.*